



A l'attention de : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ;
registry@ohchr.org et akatulu@ohchr.org

Objet: Résolution 72/175 adoptée par l'Assemblée générale sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité – contribution de la Suisse

La situation en Suisse concernant la sécurité des journalistes étant jugée bonne et stable, notamment par l'organisation « Reporters sans frontières » (6^e rang mondial en 2019), la Suisse n'a pas pris de dispositions spécifiques dans ce domaine pour le moment au niveau national. Le Conseil fédéral reste cependant attentif à cette problématique. La Suisse comprend une variété d'acteurs (commission fédérale des médias, diverses associations professionnelles, etc.) qui abordent plus spécifiquement la thématique de la sécurité des journalistes. Ceux-ci sont en dialogue régulier avec le gouvernement.

Sur le plan international, la Suisse s'engage depuis des années en faveur des journalistes et de leur sécurité, notamment en collaboration avec les organismes, organisations, fonds et programmes compétents des Nations Unies.

Au Conseil des Droits de l'homme (CDH), la Suisse a fait partie du core group quand l'initiative sur la sécurité des journalistes a été lancée en 2012 (21^e session du CDH), de même qu'en 2013 (24^e session). Depuis, la Suisse a continué à œuvrer dans ce domaine au CDH en s'engageant activement dans les négociations et en soutenant les résolutions sur la sécurité des journalistes, notamment en septembre 2014 (27^e session), en septembre 2016 (33^e session) et en septembre 2018 (39^e session).

Au conseil exécutif de l'UNESCO, la Suisse a également co-sponsorisé la résolution qui soutient le « Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité » en avril 2017. La Suisse a contribué à la consultation multipartite de 2017 sur le renforcement de ce plan d'action, organisée par l'UNESCO et le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. La Suisse soutient également, au travers de l'UNESCO et en coopération avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, la mise sur pied d'un cours en ligne ouvert et massif destiné aux acteurs judiciaires d'Afrique francophone, afin de renforcer le cadre légal régional sur la liberté d'expression en Afrique francophone. Toujours à l'UNESCO, la Suisse fait partie du « Group of Friends on the Safety of Journalists ».

A New York, la Suisse fait également partie du « **Group of Friends on the Safety of Journalists** ». En novembre 2017, elle a coparrainé un panel organisé par ce groupe qui était consacré à la lutte contre l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.

A noter qu'en dehors des Nations Unies, la Suisse est fortement engagée à **l'OSCE et au Conseil de l'Europe**. A l'OSCE, la Suisse apporte son soutien au Représentant sur la liberté des médias et finance dans ce cadre un projet visant à améliorer la sécurité des femmes journalistes sur internet. Elle a en outre activement contribué à l'adoption de la décision du Conseil des Ministres de l'OSCE sur la sécurité des journalistes de décembre 2018. Au Conseil de l'Europe, la Suisse exerce actuellement la présidence du **Comité directeur sur les médias et la société de l'information**. Le Comité se penche actuellement sur les questions du journalisme de qualité dans le contexte de la digitalisation, de la désinformation et des « Fake News » notamment, ainsi que sur les aspects droits de l'homme et Etat de droit liés au traitement automatique de données par des algorithmes. La sécurité des journalistes sera également un thème clé de la Conférence des ministres des médias et de la société de l'information du Conseil de l'Europe, qui se tiendra à Nicosie, Chypre, les 28 et 29 mai 2020. La Suisse participe activement à la préparation de cette conférence.